

**Perspectives**

La création d'un Forum régional de l'ANASE offre aux pays d'Asie-Pacifique l'occasion de se doter d'un programme d'action distinct, au chapitre de la sécurité, qui prenne en compte leurs inquiétudes réelles et qui contribue à renforcer les tentatives que les Nations Unies font pour instaurer une paix et une stabilité mondiales. En invitant un représentant de l'ONU à siéger au FRA en qualité d'observateur, ces pays favoriseraient la collaboration avec elle.

S'il importe de ne pas trop surcharger le FRA, surtout à cette étape initiale, il n'en demeure pas moins que de nombreuses questions relatives à la prévention des conflits, au maintien de la paix et à la non-prolifération en Asie-Pacifique pourraient être débattues à cette tribune ou dans des groupes de travail connexes. Reste à voir dans quelle mesure le FRA contribuera à prévenir et à résoudre les conflits. C'est là un objectif qui est à sa portée, objectif dont la réalisation dépend de la volonté de tous les pays de l'Asie-Pacifique, y compris les principaux intervenants, de contribuer intellectuellement et de s'engager politiquement à instaurer la sécurité coopérative et à réduire les menaces d'instabilité, au lieu de les affronter tout simplement. ■

## Le Canada aide à prévenir un conflit dans la mer de Chine méridionale

L'initiative de la mer de Chine méridionale représente un bon exemple de ce que peut donner la diplomatie préventive dans la région de l'Asie-Pacifique; elle est coparrainée par les gouvernements canadien et indonésien et coordonnée par l'Université de la Colombie-Britannique (Programme des études juridiques asiatiques). Cet effort d'«arrière-plan» concerne principalement les îles Spratly, sur lesquelles la Chine, Taïwan, le Viet Nam, les Philippines, la Malaisie et le Brunéi réclament tour à tour la souveraineté, et les îles Paracels, que se disputent la Chine et le Viet Nam. On pense que les eaux qui les entourent dissimulent de riches réserves de pétrole et de gaz. Des affrontements militaires ont eu lieu entre la Chine et le Viet Nam au sujet des îles Spratly pas plus tard qu'en 1988, et beaucoup estiment que le différend au sujet de ces dernières risque encore d'enflammer la région.

Des experts des divers pays susmentionnés et d'autres États s'intéressant à la question participent à une série de colloques sur l'histoire des îles ainsi que sur des aspects juridiques, techniques et maritimes du différend. Ils s'interrogent aussi sur la possibilité d'exploiter en coopération les ressources de la mer de Chine méridionale. Les divers pays revendiquant la souveraineté sur les îles ont convenu de ne pas recourir à la force militaire et d'opter plutôt pour des moyens pacifiques.

Essentiellement, il s'agit là d'un dialogue pour la sécurité coopérative : chercher à comprendre les paramètres fondamentaux d'un problème de sécurité, lesquels se ramènent, dans le cas présent, à une dimension économique et à la gestion de ressources ainsi qu'à des questions d'ordre purement territorial. L'expérience nous apprend qu'il est sans doute possible de régler des problèmes difficiles et délicats en déployant d'abord des efforts modestes qui offrent en soi des occasions d'accroître la confiance et d'améliorer la transparence, ce qui favorise un règlement politique du différend. Le projet a conduit à organiser quatre ateliers et deux réunions techniques. Deux réunions supplémentaires de ce genre sont prévues pour le début de l'année et elles seront suivies d'un atelier pendant l'été. ■

## L'Asie-Pacifique : l'arrière-plan

Bien que le Forum régional de l'ANASE constitue la principale tribune de l'Asie-Pacifique où les gouvernements discutent des questions de sécurité, des dialogues régionaux et infra-régionaux sur le même sujet se sont amorcés au cours des trois dernières années dans des contextes non gouvernementaux, ou d'«arrière-plan». Il s'agit d'activités telles que des ateliers et des conférences auxquelles participent des universitaires, des chercheurs et des journalistes ainsi que des fonctionnaires agissant à titre privé.

Ces initiatives d'arrière-plan présentent bien des avantages. Elles servent à mettre de nouvelles idées à l'essai et encouragent les rapports entre les représentants de pays n'entretenant à peu près pas de relations diplomatiques entre eux. Elles favorisent l'évolution de la pensée quand il n'existe pas d'entretiens officiels et elles contribuent à créer une «habitude du dialogue» qui pourra peut-être se manifester plus tard au niveau officiel, ou au «premier plan». Le fait que l'ANASE a invité d'autres pays à participer à un forum sur la sécurité résulte en grande partie d'idées et d'un mouvement engendrés à l'«arrière-plan».

L'activité d'arrière-plan n'est pas propre à l'Asie-Pacifique, mais sa portée et sa profondeur dans cette région dépassent tout ce qui peut exister de semblable ailleurs dans le monde. Le Canada a joué un rôle dominant pour encourager cette activité, en amorçant le Dialogue sur la sécurité coopérative dans le Pacifique Nord (DSCPN). Ce Dialogue a supposé des rapports diplomatiques officiels et des conférences, ateliers et publications à caractère non officiel, et les intervenants provenaient de tous les coins de la région. En arrière-plan, le *Centre for International and Strategic Studies* (Université York) et le *Joint Centre for Asia Pacific Studies* (Université de Toronto et Université York) ont favorisé

des dialogues multilatéraux sur toute une gamme de propositions concernant le renforcement de la sécurité dans le Pacifique Nord, et ils ont suscité des réactions à ces propositions de la part des pays de la région.

Parmi les autres dialogues d'arrière-plan qui se poursuivent, citons les suivants : une Table ronde annuelle organisée par l'Institut des études stratégiques et internationales de l'ANASE sur la sécurité dans l'Asie-Pacifique Nord (à Kuala Lumpur); une Assemblée annuelle de l'ONU sur la paix et le désarmement dans la région de l'Asie-Pacifique (à Katmandou), et une Conférence internationale annuelle sur la défense, présentée à Séoul par l'Institut coréen d'analyse des questions de défense et le *Centre for Strategic and International Studies*, à Washington. Des centres de recherches et des universités parrainent d'innombrables colloques et conférences dans toutes les parties de la région.

L'intensité et l'importance fondamentale de toutes ces initiatives vont certes continuer de croître, à mesure que les gouvernements chercheront des appuis pour progresser au niveau officiel, mais la multiplication des activités d'arrière-plan épuise déjà les ressources financières et humaines dans les divers pays. On s'est donc mis, à l'échelle internationale, à rationaliser ces activités et, au Canada, à améliorer la participation du pays.

Le Consortium canadien sur la sécurité en Asie-Pacifique (CONCSAP) regroupe des experts qui souhaitent maintenir et renforcer l'intérêt du Canada pour la sécurité dans l'Asie-Pacifique et amener notre pays à jouer un plus grand rôle sur ce plan. Le CONCSAP fait donc suite au DSCPN. Il a pour objectifs de promouvoir la recherche, la publication d'ouvrages et les échanges sur la sécurité de l'Asie-Pacifique, de sensibiliser da-